

## Organisateur de l'activité

- **Nom**  
Mairie de Coulaines et Maison de l'Europe Le Mans-Sarthe/Europe Direct
- **Prénom**  
Christophe Rouillon et Benoit Charvet
- **Raison sociale**  
Mairie et Association (loi 1901)

## Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**  
Consultation citoyenne
- **Description de l'activité**
  - 1) Parcours dans la ville de Coulaines (72) afin de voir et discuter des différents projets coulainais ayant reçu des fonds FEDER/FSE (chantiers d'insertion, piscine municipale et pôle d'excellence éducative Albert Camus).
  - 2) Conférence de presse de Madame Loiseau et Monsieur Rouillon.
  - 3) Consultation citoyenne (2 dispositifs mis à disposition des citoyens pour s'exprimer : plateforme numérique Slido et questions/réponses à l'oral)
- **Date et heure**  
Le 28 mai 2018 à 18h (pour la consultation citoyenne)
- **Lieu**  
Coulaines (72190)
- **Nombre de participants**  
160

- **Catégories de publics présents**

Quatre faits à noter :

1) Public hétérogène : retraités, salariés, étudiants, chefs d'entreprise.

2) Majorité de séniors (jeunesse peu représentée)

3) Représentativité non négligeable "d'euroceptiques"

4) Membres adhérents se revendiquant à des partis politiques : France insoumise, Front national, La République En Marche, Les Républicains, Parti Socialiste, Union Populaire Républicaine...

- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**

- Madame Nathalie Loiseau, Ministre des Affaires européennes

- Monsieur Edouard Bourcieu, Représentant de la Commission européenne en France (en remplacement d'Isabelle Jégouzo, Cheffe de la Représentation en France de la Commission européenne)

- Monsieur Christophe Rouillon, Membre du Comité européen des régions et Vice-Président de l'Association des Maires de France en charge de l'Europe

- **Thèmes évoqués**

- L'Europe sociale

- La paix en Europe

- Directive sur les travailleurs détachés

- Protection des données numériques (RGPD)

- Respect des normes (concurrence, fiscalité) dans les entreprises

- Élections européennes et listes transnationales

- Démocratisation des institutions européennes

- La jeunesse et Erasmus +

- Relations UE / Donald Trump

- Accords internationaux / Traités / CETA

- Brexit et risques liés aux volontés de sortir de l'UE pour d'autres Etats membres

- Les zones rurales et la PAC

- Les fonds européens (politique de cohésion)

- Terrorisme / Immigration / Schengen

## Synthèse de l'activité

- **Pistes de proposition formulées**

- Plus d'actions hors de l'Union européenne dans les pays en situation compliquée (Sahel, Irak, Iran) afin de limiter les migrations (politique de voisinage, bouclier sécuritaire)

- Renforcer la solidarité entre les EM sur la politique migratoire

- Renforcer la coopération policière entre les Etats membres (Europol, Eurojust)
- Aller plus loin dans l'Europe de la défense
- Bilan financier et humain du déploiement des agents de Frontex (règlement instituant un corps européen de garde-frontières et de garde-côtes)
- Se familiariser avec les coopérations renforcées/structurées afin que les Etats membres qui souhaitent agir puissent le faire sans être bloqués par les autres Etats membres
- Assouplir les règles de l'unanimité dans les Traités pour pouvoir aller plus vite
- Accroître le nombre d'heures de langues vivantes dans les établissements scolaires et rétablir les classes bilingues
- Accroître et multiplier les contrôles pour que les entreprises qui ne respectent pas les normes européennes soient sanctionnées
- Façonner l'Europe sociale de demain afin que des standards minimums soient garantis dans tous les Etats membres (règles harmonisées : revenus minimums, inégalités salariales...)
- Continuer à soutenir les entreprises (Plan Juncker) afin de favoriser l'investissement en Europe
- Doubler le budget Erasmus+ pour que plus de jeunes puissent partir étudier dans l'Union européenne (universitaires comme apprentis)

- **Questions / attentes / problèmes soulevés**

Question : Comment faire pour inciter les citoyens européens à participer aux élections européennes de 2019 et ainsi avoir un meilleur taux de participation qu'à celles de 2014 ?

Crainte : Montée de l'extrême droite aux élections nationales (exemple de l'Italie, de la Hongrie)

Question : Comment faire pour contrôler la circulation de personnes soupçonnées de radicalisation/terrorisme ?

Attente : Prise en compte réel de l'avis des citoyens dans la prise de décisions au niveau européen

Attente : Europe unie, forte et solidaire

Crainte : Baisse des crédits alloués à la PAC et à la politique de cohésion pour le prochain cadre financier pluriannuel

- **Pistes de proposition formulées**

- Renforcer la communication autour du rôle et de la législation produite par le Parlement européen

- Rappel que le Parlement européen n'est plus un organe consultatif mais bel et bien un organe décisionnel (co-décision depuis Traité de Lisbonne): exemple pris du vote de l'interdiction de la pêche électrique, de l'interdiction de pesticides pour les abeilles, règlement général sur la protection des données personnelles en Europe...

- Mettre en oeuvre une stratégie de communication (apports concrets de l'UE, lutte contre les fakes news) afin de contrecarrer et d'annuler toutes les contrevérités véhiculées sur l'Europe (reprise de l'exemple du Brexit, reprise de l'exemple des décodeurs de l'UE).

- Il a été rappelé que les contrôles aux frontières ont été rétablis entre la France et la Belgique notamment pour renforcer la sécurité

- L'objectif de ces consultations citoyennes est bien de consulter les citoyens français et européens (reprise du calendrier de la Ministre des affaires européennes en ce qui concerne les consultations citoyennes (à ce jour 26 en France comme à l'étranger), liste de 10 questions

conçues par des citoyens européens à Bruxelles

- Le citoyen doit être placé au coeur du dispositif européen (d'où l'importance d'aller voter aux élections du Parlement européen) et de lutter contre l'abstentionnisme des jeunes notamment

- La réponse à la menace terroriste qui pèse sur le continent européen ne peut être qu'européenne (l'isolationnisme et le protectionnisme ne pourront pas faire face à la menace : le risque est endogène, il faut une coopération policière, il faut le mandat d'arrêt européen).

- La France défendra toujours les intérêts des agriculteurs français à Bruxelles, le doublement du budget pour Erasmus (mobilité des jeunes en Europe), la politique de cohésion (zones rurales, soutien aux territoires moins avancés)

## **Facultatif**

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**

Madame la Ministre Nathalie Loiseau a évoqué sur les réseaux sociaux une Consultation citoyenne « très animée et vraiment participative grâce à des votes en direct sur les thématiques abordées ». Ce sont également les deux sentiments que nous partageons : vifs débats, à charge comme à décharge vis à vis de l'Union européenne, de ses politiques, de ses actions et de sa construction. Consultation riche tant d'un point de vue contradictoire que du point de vue de la richesse des échanges.

A noter la présence d'au moins 160 participants à la Consultation citoyenne et un nombre important de questions posées (77 questions posées uniquement sur Slido ainsi qu'une quinzaine posées oralement).